

## Morozov : « Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme »

Evgeny Morozov s'est imposé en quelques années comme l'un des contempteurs les plus féroces de la Silicon Valley. A travers trois ouvrages – « The Net Delusion » (2011, non traduit en français), « [Pour tout résoudre, cliquez ici](#) » (2014, FYP éditions) et « [Le Mirage numérique](#) » (qui paraît ces jours-ci aux Prairies ordinaires) –, à travers une multitude d'articles publiés dans la presse du monde entier et des interventions partout où on l'invite, il se fait le porteur d'une critique radicale envers la technologie en tant qu'elle sert la domination des Etats-Unis.

A 31 ans, originaire de Biélorussie, il apprend toutes les langues, donne l'impression d'avoir tout lu, ne se trouve pas beaucoup d'égal et maîtrise sa communication avec un mélange de charme et de froideur toujours désarmant.

L'écouter est une expérience stimulante car il pense largement et brasse aussi bien des références historiques de la pensée (Marx, Simondon...) que l'actualité la plus récente et la plus locale. On se demande toujours ce qui, dans ses propos, est de l'ordre de la posture, d'un agenda indécélable, ou de la virtuosité d'un esprit qui réfléchit très vite, et « worldwide » (à moins que ce soit tout ça ensemble).

Nous nous sommes retrouvés dans un aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, il était entre deux avions. Nous avons erré pour trouver une salade niçoise, car il voulait absolument une salade niçoise.

**Rue89 : Est-ce qu'on se trompe en ayant l'impression que vous êtes de plus en plus radical dans votre critique de la Silicon Valley ?**

**Evgeny Morozov :** Non. Je suis en effet plus radical qu'au début. Mais parce que j'étais dans une forme de confusion, je doutais de ce qu'il fallait faire et penser. J'ai aujourd'hui dépassé cette confusion en comprenant que la Silicon Valley était au centre de ce qui nous arrive, qu'il fallait comprendre sa logique profonde, mais aussi l'intégrer dans un contexte plus large.

Or, la plupart des critiques ne font pas ce travail. Uber, Apple, Microsoft, Google, sont les conséquences de phénomènes de long terme, ils agissent au cœur de notre culture. Il faut bien comprendre que ces entreprises n'existeraient pas – et leur modèle consistant à valoriser nos données personnelles serait impossible – si toute une série de choses n'avaient pas eu lieu : par exemple, la privatisation des entreprises télécoms ou l'amoncellement de données par d'énormes chaînes de grands magasins.

Cette histoire, il faut la raconter de manière plus politique et plus radicale. Il faut traiter cela comme un ensemble, qui existe dans un certain contexte.

Et ce contexte, c'est, il faut le dire, le néolibéralisme. Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme.

Le travail critique de la Silicon Valley ne suffit pas. Il faut expliquer que le néolibéralisme qu'elle promeut n'est pas désirable. Il faut expliquer que :

- A : le néolibéralisme est un problème ;
- B : il y a des alternatives.

Il faut travailler à l'émergence d'une gauche qui se dresse contre ce néolibéralisme qui s'insinue notamment par les technologies.

Le travail que fait Podemos en Espagne est intéressant. Mais voir les plateformes seulement comme un moyen de se passer des anciens médias et de promouvoir un renouvellement démocratique ne suffit pas. Il faut aller plus en profondeur et comprendre comment les technologies agissent sur la politique, et ça, Podemos, comme tous les mouvements de gauche radicale en Europe, ne le fait pas.

## **Mais vous voyez des endroits où ce travail est fait ?**

En Amérique latine, on voit émerger ce type de travail. En Argentine, en Bolivie, en Equateur, on peut en voir des ébauches.

En Equateur par exemple, où la question de la souveraineté est essentielle – notamment parce que l'économie reste très dépendante du dollar américain -, on l'a vue s'articuler à un mouvement en faveur d'une souveraineté technologique.

Mais on ne voit pas de tels mouvements en Europe. C'est certain.



Evgeny Morozov, le 18 mars 2013 - [Chatham House/Wikimedia Commons/CC](#)

La Silicon Valley va au-delà de tout ce qu'on avait connu auparavant en termes d'impérialisme économique. La Silicon Valley dépasse largement ce qu'on considérait auparavant comme les paragons du néolibéralisme américain – McDonald's par exemple – car elle affecte tous les secteurs de notre vie.

C'est pourquoi il faut imaginer un projet politique qui rénove en fond notre conception de la politique et de l'économie, un projet qui intègre la question des infrastructures en garantissant leur indépendance par rapport aux Etats-Unis.

Mais si je suis pessimiste quant à l'avenir de l'Europe, c'est moins à cause de son impensée technologique que de l'absence flagrante d'esprit de rébellion qui l'anime aujourd'hui.

**Mais est-ce que votre dénonciation tous azimuts de la Silicon Valley ne surestime pas la place de la technologie dans nos vies ? Il y a bien des lieux de nos vies – et ô combien importants – qui ne sont pas ou peu affectés par la technologie...**

Je me permets d'être un peu dramatique car je parle de choses fondamentales comme le travail, l'éducation, la santé, la sécurité, les assurances. Dans tous ces secteurs, des changements majeurs sont en train d'avoir lieu et cela va continuer. La nature humaine, ça n'est pas vraiment mon objet, je m'intéresse plus à ses conditions

d'existence.

Et puis je suis obligé de constater que la plupart des changements que j'ai pu annoncer il y a quelques années sont en train d'avoir lieu. Donc je ne pense pas surestimer la force de la Silicon Valley.

D'ailleurs, ce ne sont pas les modes de vie que je critique. Ce qui m'intéresse, ce sont les discours de la Silicon Valley, ce sont les buts qu'elle se donne. Peu importe si, au moment où j'en parle, ce sont seulement 2% de la population qui utilisent un service. Il se peut qu'un jour, ce soient 20% de la population qui l'utilisent. Cette possibilité à elle seule justifie d'en faire la critique.

**D'accord, mais en vous intéressant à des discours, ne prenez-vous pas le risque de leur donner trop de crédit ? Dans bien des cas, ce ne sont que des discours.**

En effet, on peut toujours se dire que tout ça ne marchera pas. Mais ce n'est pas la bonne manière de faire. Car d'autres y croient.

Regardez par exemple ce qui se passe avec ce qu'on appelle les « smart cities ». Quand vous regardez dans le détail ce qui est vendu aux villes, c'est d'une pauvreté confondante. Le problème, c'est que les villes y croient et paient pour ça. Elles croient à cette idée du logiciel qui va faire que tout fonctionne mieux, et plus rationnellement. Donc si la technologie en elle-même ne marche pas vraiment, le discours, lui, fonctionne à plein. Et ce discours porte un agenda propre.

Il est intéressant de regarder ce qui s'est passé avec la reconnaissance faciale. Il y a presque quinze ans, dans la suite du 11 Septembre, les grandes entreprises sont allées vendre aux Etats le discours de la reconnaissance faciale comme solution à tous leurs problèmes de sécurité. Or, à l'époque, la reconnaissance faciale ne marchait absolument pas. Mais avec tout l'argent des contrats, ces entreprises ont investi dans la recherche, et aujourd'hui, la reconnaissance faciale marche. Et c'est un énorme problème. Il faut prendre en compte le caractère autoréalisateur du discours technologique.



Un autocollant « I love Facebook » collé sur un ordinateur Apple au siège de Facebook en Californie, le 8 février 2012 - Paul Sakuma/AP/SIPA

## Quelle stratégie adopter ?

Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique, et l'affronter en tant que tel.

### **Ça veut donc dire qu'un projet politique concurrent sera forcément un projet technologique aussi ?**

Oui, mais il n'existe pas d'alternative à Google qui puisse être fabriquée par Linux. La domination de Google ne provient pas seulement de sa part logicielle, mais aussi d'une infrastructure qui recueille et stocke les données, de capteurs et d'autres machines très matérielles. Une alternative ne peut pas seulement être logicielle, elle doit aussi être hardware.

Donc, à l'exception peut-être de la Chine, aucun Etat ne peut construire cette alternative à Google, ça ne peut être qu'un ensemble de pays.

Mais c'est un défi gigantesque parce qu'il comporte deux aspects :

- un aspect **impérialiste** : Facebook, Google, Apple, IBM sont très liés aux intérêts extérieurs des Etats-Unis. En son cœur même, la politique économique américaine dépend aujourd'hui de ces entreprises. Un réflexe d'ordre souverainiste se heurterait frontalement à ces intérêts et serait donc voué à l'échec car il n'existe aucun gouvernement aujourd'hui qui soit prêt à affronter les Etats-Unis ;
- un aspect **philosophico-politique** : on a pris l'habitude de parler de « post-capitalisme » en parlant de l'idéologie de la Silicon Valley, mais on devrait parler de « post-sociale-démocratie ».

Car quand on regarde comment fonctionne Uber – sans embaucher, en n'assumant aucune des fonctions de protection minimale du travailleur –, quand on regarde les processus d'individualisation des assurances de santé – où revient à la charge de l'assuré de contrôler ses paramètres de santé –, on s'aperçoit à quel point le marché est seul juge.

L'Etat non seulement l'accepte, mais se contente de réguler. Est complètement oubliée la solidarité, qui est au fondement de la sociale-démocratie. Qui sait encore que dans le prix que nous payons un taxi, une part – minime certes – sert à subventionner le transport des malvoyants ? Vous imaginez imposer ça à Uber...

Il faut lire le livre d'Alain Supiot, « La Gouvernance par les nombres » (Fayard, 2015), il a tout juste : nous sommes passés d'un capitalisme tempéré par un compromis social-démocrate à un capitalisme sans protection. C'est donc qu'on en a bien fini avec la sociale-démocratie.

### **Ce qui m'intrigue, si l'on suit votre raisonnement, c'est : comment on a accepté cela ?**

Mais parce que la gauche en Europe est dévastée ! Il suffit de regarder comment, avec le feuilleton grec de cet été, les gauches européennes en ont appelé à la Commission européenne, qui n'est pas une grande défenseuse des solidarités, pour sauver l'Europe.

Aujourd'hui, la gauche a fait sienne la logique de l'innovation et de la compétition, elle ne parle plus de justice ou d'égalité.

La Commission européenne est aujourd'hui – on le voit dans les négociations de l'accord Tafta – l'avocate d'un marché de la donnée libre, c'est incroyable ! Son unique objectif est de promouvoir la croissance économique. Si la vie privée est un obstacle à la croissance, il faut la faire sauter !

### **D'accord, mais je repose alors ma question : comment on en est venus à accepter cela ?**

Certains l'ont fait avec plaisir, d'autres avec angoisse, la plupart avec confusion.

Car certains à gauche – notamment dans la gauche radicale – ont pu croire que la Silicon Valley était une alliée dans la mesure où ils avaient un ennemi commun en la personne des médias de masse. Il est facile de croire dans cette idée fausse que les technologies promues par la Silicon Valley permettront l'émergence d'un autre discours.

On a accepté cela comme on accepte toujours les idées dominantes, parce qu'on est convaincus. Ça vient parfois de très loin. L'Europe occidentale vit encore avec l'idée que les Américains ont été des libérateurs, qu'ils ont ensuite été ceux qui ont empêché le communisme de conquérir l'Europe. L'installation de la domination idéologique américaine – de McDonald's à la Silicon Valley – s'est faite sur ce terrain.

Il y a beaucoup de confusion dans cette Histoire. Il faut donc théoriser la technologie dans un cadre géopolitique et économique global.

En Europe, on a tendance à faire une critique psychologique, philosophique (comme on peut le voir en France chez des gens comme [Simondon](#) ou [Stiegler](#)). C'est très bien pour comprendre ce qui se passe dans les consciences. Mais il faut monter d'un niveau et regarder ce qui se passe dans les infrastructures, il faut élargir le point de vue.

Il faut oser répondre simplement à la question : Google, c'est bien ou pas ?

Aux Etats-Unis, on a tendance à répondre à la question sur un plan juridique, en imposant des concepts tels que la [neutralité du Net](#). Mais qu'on s'appuie en Europe sur ce concept est encore un signe de la suprématie américaine car, au fond, la neutralité du Net prend racine dans l'idée de Roosevelt d'un Etat qui n'est là que pour réguler le marché d'un point de vue légal.

Il faut aller plus loin et voir comment nous avons succombé à une intériorisation de l'idéologie libérale jusque dans nos infrastructures technologiques.

Et c'est peut-être en Amérique latine, comme je vous le disais tout à l'heure, qu'on trouve la pensée la plus intéressante. Eux sont des marxistes qui n'ont pas lu Simondon. Ils se donnent la liberté de penser des alternatives.

**Pour vous, le marxisme reste donc un cadre de pensée opérant aujourd'hui pour agir contre la Silicon Valley ?**

En tant qu'il permet de penser les questions liées au travail ou à la valeur, oui. Ces concepts doivent être utilisés. Mais il ne s'agit pas de faire une transposition mécanique. Tout ce qui concerne les données – et qui est essentiel aujourd'hui – n'est évidemment pas dans Marx. Il faut le trouver ailleurs.



## Evgeny Morozov : «Les technologies sont des concentrés d'idéologies»

20 avril 2015 à  
20:16



Evgeny Morozov (photo DR) est l'une des voix les plus critiques, et parfois féroces, à l'encontre la Silicon Valley. Après avoir questionné le pouvoir libérateur des réseaux sociaux, il s'est attaqué au «solutionnisme technologique» dans un ouvrage récent (*Pour tout résoudre, cliquez ici*, FYP éditions, 2014).



### **Les objets connectés, dits intelligents, se multiplient dans notre quotidien. Est-ce un progrès, un risque, ou les deux ?**

Deux problèmes se posent : l'un concerne ce que j'appelle «l'automatisation cognitive» - soit, grosso modo, à quel point nous sommes à l'aise avec l'idée de déléguer à des machines nos pensées, intuitions et émotions. L'autre touche au rôle croissant que jouent les données personnelles - sans lesquelles nombre d'appareils et de plateformes ne seraient pas «intelligents» - dans les champs politique et économique d'aujourd'hui. De façon générale, je dois avouer que je suis un grand fan de l'automatisation. Il n'y a aucune raison pour que les humains accomplissent des tâches quotidiennes ennuyeuses qui peuvent être faites par des machines. Mais chaque citoyen devrait avoir un socle de compétences, même si ces compétences sont devenues technologiquement obsolètes. Dans certains cas l'automatisation consiste à repousser les limites de la déqualification, sauf que ce sont des capacités cognitives, intellectuelles, et bientôt peut-être émotionnelles, que nous acceptons de perdre.

## **De nombreux acteurs de la santé ou de l'assurance sont de plus en plus intéressés par les objets connectés. Doit-on s'en inquiéter ?**

Tous ces objets personnalisés à l'extrême vont certainement achever de détruire les quelques restes de solidarité et de respect mutuel laissés par des années de dogme néolibéral. En gros, l'Etat providence, qu'on l'aime ou qu'on le déteste, présupposait un certain degré d'ignorance. La prolifération de capteurs nous permet de combler ce vide, nous donnant quantité d'informations sur les «profils risques» de la plupart des citoyens. Si je sais que ma santé est bien meilleure que celle de mon voisin, pourquoi subventionnerais-je son mode de vie pas très sain ? Ces questions sont au cœur de la transformation de l'Etat providence. Les appareils connectés, aussi excitants soient-ils, ouvrent une voie encore plus sinistre : une montre connectée ne va pas transformer une assurance en œuvre de charité. Tout le monde ne pourra pas obtenir des réductions - quelqu'un va donc devoir payer plus. Et je suis presque sûr que ces gens-là seront les pauvres, les gens malades, les plus vulnérables.

## **A quel point ces objets peuvent-ils modifier votre comportement ? Comment imaginez-vous notre futur en tant que «corps connectés» ?**

Pour le dire très simplement, ces objets remplissent le vide laissé par la défaite des mouvements politiques radicaux ces dernières années. La pression sur les individus ne cesse d'augmenter, que ce soit en termes d'apparence et de santé - on doit tous avoir l'air de vivre en Californie ! - ou de temps et de salaire - faire toujours plus, avec toujours moins. Comment peut-on gérer cette pression ? On y répondait habituellement via un processus politique, en limitant le temps de travail ou en revendiquant des soins médicaux gratuits ou presque. Tout ça touche à sa fin, alors que la pression continue d'augmenter.

La technologie joue désormais un rôle magique : elle nous aide à reprendre possession de nos existences colonisées par le néolibéralisme. On s'entoure donc de gadgets magiques, qui passeront commande au supermarché quand il n'y aura plus de lait dans le frigo, pour gagner quinze minutes de temps libre, qui - ô ironie ! - seront certainement consacrées à répondre à des mails pro.

## **Quelles sont les implications de cette «quantification de la vie» ?**

On vit dans une période très confuse, caractérisée par ce que j'aime appeler «l'asymétrie épistémique» : les citoyens sont entièrement transparents, quantifiables, tandis que les institutions sont plus opaques que jamais. Quand on parle de «quantification de la vie», on doit donc avoir en tête qu'un seul élément du système politique - le citoyen - est «quantifié».

Répetons-le : il s'agit d'un type de politique qui s'accommode plutôt bien du paradigme néolibéral et de ses débats infinis sur la responsabilisation de l'individu. C'est le genre de discours qui ignore les structures et les hiérarchies du pouvoir, pour la simple et bonne raison qu'il ne peut pas - ou ne veut pas - les voir. Cette alliance tactique entre les limitations épistémiques du big data et les transformations politiques du néolibéralisme représente l'une des plus grandes menaces à la démocratie aujourd'hui.

## **Comment les utilisateurs peuvent-ils tirer profit de ces technologies sans être eux-mêmes dépassés ? Comment peuvent-ils rester maîtres ?**

Je soutiens depuis toujours que les technologies, dans un certain sens, sont des concentrés d'idéologies politiques. Prenez n'importe quel gadget de la Silicon Valley et vous verrez l'ensemble des présomptions qu'il contient sur le citoyen, le régime politique et plus largement sur la vie publique. Rien ne se produira tant que nous ne serons pas prêts à questionner le rôle de la Silicon Valley lorsqu'elle fournit des services qui relevaient traditionnellement de l'Etat. N'est-il pas évident que sans changement radical, Google fournira dans dix ans des services bancaires, des systèmes de santé et d'éducation ? Pour moi, c'est limpide.

On ne peut pas se permettre de déléguer les questions relevant de la technologie au seul marché, de les gérer comme de simples consommateurs. Non, il faut traiter la technologie de la même façon que la monnaie : c'est l'une des puissances centrales qui organise la vie moderne. Un pays qui abandonne sa capacité souveraine à fabriquer et organiser les technologies court plus ou moins le même risque qu'un pays abandonnant sa capacité à frapper et organiser sa propre monnaie.



# Evgeny Morozov: "Non, internet n'est pas la solution à tous les problèmes"

Raphaële  
Karayan

17/10/2014 à  
14:50



**Le chercheur et essayiste Evgeny Morozov dénonce dans son dernier livre cette illusion, véhiculée par la Silicon Valley et érigée en système. Une prise de recul salutaire.**

A première vue, c'est un peu l'anti [Rifkin](#). Pendant que l'économiste fait son tour d'Europe pour développer sa théorie plutôt optimiste sur la fin prochaine du capitalisme grâce à la nouvelle économie du coût marginal zéro, née d'internet, **Evgeny Morozov** met en garde contre l'idée qu'internet est la solution à tous les problèmes modernes. Il dénonce ce qu'il appelle le "solutionnisme", un concept qui consiste à vouloir tout améliorer grâce à internet, en traitant des symptômes sans plus jamais chercher à en comprendre la complexité des causes. Dans sa vision, pessimiste mais pas technophobe, la Silicon Valley n'est pas une solution. Elle pose un problème de fond.

L'essayiste d'origine biélorusse développe sa théorie dans son ouvrage *Pour tout résoudre cliquez ici*, sorti en 2013, et qui vient d'être adapté en français (FYP Editions). L'auteur, qui vit aux Etats-Unis, s'était distingué dans un premier bestseller publié après les révolutions arabes, *The Net Delusion : The dark side of internet freedom* (2011), qui dénonçait les "cyber-utopies" exagérant le pouvoir libérateur d'internet pour les peuples opprimés.

## Internet, la "fin de l'histoire"

Chez Evgeny Morozov, la critique du solutionnisme est une critique des grands monopoles de la Silicon Valley (Google, Facebook, Apple et consorts) et de leur influence sur la politique, l'économie et la société. En France, on donne sans doute davantage d'écho à l'extrême opposé : ceux qui font peser sur le web le poids de tous les maux, de la radicalisation djihadiste à la fin de l'exception culturelle, en passant par l'abêtissement général et la fin de la vie privée. Mais ce rejet en bloc n'est que l'envers d'un même phénomène, que Morozov nomme "l'internet-centrisme".

Il s'agit d'une nouvelle révolution copernicienne, qui tend à appréhender systématiquement les questions politiques et sociales à travers le prisme d'internet. Cette conception d'un monde qui tournerait autour d'internet s'accompagne d'une vision monolithique de ce qu'est le web, vécu comme une réalité univoque, chargée de croyances. Parmi ces croyances, celle que nous vivons une révolution inédite, définitive et exceptionnelle, contre laquelle il est inutile - et pas souhaitable, car c'est le Progrès - de vouloir lutter. C'est la "fin de l'histoire", version Silicon Valley, écrit Morozov. Internet devenu une fin en soi.

## Un idéal capitaliste

Pas besoin d'aller bien loin pour trouver des illustrations au solutionnisme ambiant. Face à la défiance vis-à-vis de l'Etat, on nous vend l'*open data*. Face aux corporatismes, la disruption des start-up innovantes comme Uber. Le big data aura raison des grandes épidémies. L'abstention est massive ? Facebook vous incite à voter. Les grandes entreprises manquent de compétitivité ? Il faut les "digitaliser". Les mécanismes de financement des entreprises sont en panne ? Vive le crowdfunding. C'est un peu comme dans la pub Apple : "Il y a une application pour ça". A tel point que lorsque la commissaire européenne au Numérique, Neelie Kroes, choisit de clore son mandat en réunissant les meilleures idées pour bâtir de [le futur de l'Europe numérique](#), elle offre la première [tribune à Eric Schmidt](#), le patron de Google. Qui s'empresse de conseiller à la vieille Europe de lever les barrières réglementaires si elle veut faire baisser son taux de chômage. Le même Google qui fait l'objet de plusieurs [enquêtes pour abus de position dominante](#).

Dans l'analyse de Evgeny Morozov, un fil conducteur se dégage des applications qui nous promettent d'améliorer notre quotidien. Elles font reposer la résolution des problèmes sur l'individu. "Aux Philippines, des capteurs ont été installés dans les toilettes publiques. Ils déclenchent une alarme qui ne se désactive que si on appuie sur le distributeur de savon, vendu par Procter & Gamble. Toutes les solutions de *self tracking* (*bracelets connectés, enregistreurs de sommeil... ndlr*) envoient des notifications vous informant qu'il est temps de modifier votre comportement. Plus ça va, plus on se concentre sur le niveau des citoyens pour traiter les problèmes du système. Les autres niveaux, entreprises, institutions, etc., sont oubliés. C'est une manière de rendre les citoyens plus facilement gouvernables. La technologie permet de contrôler l'irrationalité des individus". A partir de là, Morozov développe une critique politique, sociale et économique. "L'idéal de la Silicon Valley, c'est un peu l'idéal du capitalisme. Célébrer la débrouillardise et l'adaptabilité de l'individu au détriment de l'effort collectif".

## Quand l'Etat externalise car il n'a plus d'argent

On est loin de la version post-capitaliste de Jérémy Rifkin. "Je ne trouve pas sa thèse très plausible. Le problème, c'est que toutes les technologies qui rendent possible cette économie du partage sont contrôlées par les mêmes entreprises, dont le but est de faire du profit, oppose Evgeny Morozov. Uber, c'est un système dans lequel les chauffeurs occupent des emplois précaires et les passagers ne sont pas correctement assurés. J'ai bien peur qu'à l'avenir, l'économie du partage soit dominée à 90% par des Uber. Ce qui ne veut pas dire que le capitalisme ne s'écroulera pas."

Le mal est profond, et c'est bien le politique qui est mis en cause. L'essayiste dresse un parallèle avec la gestion de la crise financière par les Etats. "On blâme les citoyens grecs et espagnols, on met en place des politiques d'austérité, mais les banques, elles, s'en tirent." La cause de ce mal réside dans l'absence actuelle de moyens des Etats. "Les Etats n'ont plus les moyens financiers de mener des politiques traditionnelles alors ils externalisent. En matière de santé, faire porter la responsabilité de la prévention au patient cache l'état déplorable de l'Etat providence. Barack Obama dit qu'il faut apprendre le code informatique, parce qu'il n'a pas d'autres emplois à offrir. C'est un moyen de gagner du temps, et ça fait moderne. Et la Silicon Valley devient le sauveur suprême."

## La Silicon Valley, nouvel épice du pouvoir

En soi, ce constat est déjà largement problématique. Mais ce pouvoir pris par la Silicon Valley mène à d'autres dangers. "On entre dans une ère de profonde asymétrie. Les utilisateurs deviennent de plus en plus transparents et faciles à gouverner, alors que pour les gouvernements, les lobbies, les entreprises, c'est le contraire", regrette Evgeny Morozov. Cette "transparence" des individus passe par la donnée, qui a pris beaucoup de valeur. "Face à

un futur où tous les comportements quotidiens pourront être tracés, il n'y a pas de limite à la surveillance. Il est difficile d'imaginer des domaines qui ne puissent pas être améliorés par des solutions prédictives : la lutte contre le terrorisme, la santé, etc."

Ce pouvoir d'une entreprise comme Google sur les données est accentué par sa situation de monopole. Un monopole inoffensif pour les utilisateurs finaux, dans la mesure où la plupart des services de Google sont gratuits. Et plus Google est omniprésent, plus il est utile, puisque plus il connaît les moindres recoins de votre comportement. Il va bien falloir trouver des solutions pour réguler ces nouveaux types de monopole.